

**Déclaration – 8e Assemblée générale du WFFP**  
**20 novembre 2024**  
**Brasilia , Brésil**

Nous, le Forum mondial des peuples pêcheurs (WFFP), nous sommes réunis du monde entier du 15 au 21 novembre 2024 à Brasilia , au Brésil, pour la 8e Assemblée générale du WFFP. Même si la propagation de la pandémie de COVID a entraîné un retard dans notre espace de prise de décision le plus important, nous continuons à lutter pour soutenir les pêcheurs artisanaux. Nous invitons le monde à écouter nos voix pour avancer dans la sauvegarde de nos droits collectifs, à travers la mise en œuvre de véritables solutions pour nos peuples.

En tant que représentants de 29 organisations nationales et régionales de pêcheurs, qui comptent plus de 10 millions de pêcheurs du monde entier, nous réitérons le message selon lequel la pêche artisanale est l'acteur clé pour garantir la souveraineté alimentaire, la biodiversité et la durabilité environnementale. Cependant, notre survie et notre prospérité dépendent des changements systémiques dans le système alimentaire mondial, de l'inversion du modèle capitaliste dominant d'expansion économique et de la reconnaissance par les gouvernements de nos droits collectifs.

Nous vivons dans un monde où les conflits et les guerres sont les causes profondes de l'avancée de la faim et de la pauvreté, qui touchent particulièrement les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées. C'est pourquoi nous condamnons fermement l'utilisation de la famine comme arme de guerre. Nous sommes solidaires des pêcheurs et des peuples de Palestine, mais aussi des pêcheurs et des peuples qui souffrent d'autres conflits comme ceux du Liban, du Soudan, du Yémen, de la République démocratique du Congo, d'Haïti, du Myanmar et des pays du Sahel, entre autres. Le plein respect du droit international doit être la base pour continuer à travailler au sein de la communauté internationale.

Outre les conflits, nos pêcheurs et nos peuples autochtones continuent de subir des violations de leurs droits, notamment en matière d'accès à la pêche, en raison de la promotion de fausses solutions, de l'avancée de l'aquaculture industrielle et du conflit non réglementé entre la pêche industrielle et la pêche artisanale.

De fausses solutions sont promues au niveau international – promues principalement par les ONG environnementales – et affectent fortement nos territoires et nos vies. L'objectif de conservation de 30 % des océans (et des terres) d'ici 2030 – connu sous le nom de 30x30 – constitue une menace pour les pêcheurs traditionnels, où ces mesures menacent nos vies, en recueillant des preuves de pêcheurs abattus par des gardes forestiers. Nous rejetons les solutions climatiques telles que le carbone bleu, les crédits carbone et les compensations de biodiversité. Et nous résistons aux parcs éoliens massifs dits durables qui sont construits partout dans le monde.

L'aquaculture industrielle ou « usines à poisson », parfois qualifiées d'« aliments aquatiques » ou d'« aliments bleus », est présentée comme une alternative durable à la pêche de capture, mais c'est faux. L'expansion de l'aquaculture industrielle conduit à une augmentation de la violence contre les communautés, en particulier les femmes pêcheurs, qui sont exclues de leurs territoires traditionnels et de leurs zones de pêche, soumises à la violence, au harcèlement, à la criminalisation et aux abus, et privées de leurs moyens de subsistance et de leur souveraineté alimentaire.

La pêche industrielle est étroitement liée à l'aquaculture industrielle, car des quantités croissantes de poissons capturés par les chalutiers sont transformés en aliments pour l'aquaculture. Cela accroît la pression sur les pêcheries sauvages et compromet la souveraineté alimentaire des pêcheries artisanales. La pêche industrielle aggrave la crise alimentaire mondiale et accélère le processus de perte de biodiversité.

Nous sommes témoins de luttes collectives menées dans le monde entier par des communautés dépossédées. Les luttes et les stigmates socioculturels associés à la pêche ont poussé de nombreux jeunes à chercher des opportunités en dehors du secteur, conduisant souvent à la migration vers les zones urbaines ou vers d'autres pays, menaçant notre patrimoine, notre culture et leur viabilité à long terme. Nous souhaitons accroître la participation des jeunes au sein de notre organisation pour leur permettre de défendre leurs droits au niveau national, régional et mondial.

Les femmes mènent des batailles pour résister aux efforts visant à effacer notre histoire et à homogénéiser notre identité et notre culture. Il est fondamental de considérer les femmes comme les gardiennes de l'agroécologie et de la biodiversité. Leurs perspectives et leurs droits doivent être respectés dans les politiques publiques, les programmes et les cadres juridiques. Les femmes pêcheurs défendent déjà leurs droits dans leurs communautés et dans les secteurs de la pêche à l'échelle mondiale, et elles doivent être soutenues dans cette démarche.

Le WFFP reconnaît que les peuples autochtones sont ceux qui souffrent le plus du capitalisme et de l'impérialisme. Les gouvernements ont séparé la terre de la mer par des réformes politiques et des projets de développement, mais les peuples autochtones cohabitent avec la nature et protègent nos écosystèmes depuis des temps immémoriaux. La terre et la mer sont étroitement liées. Plus de la moitié des rivières du monde sont aujourd'hui confrontées à une baisse de leur niveau d'eau en raison du changement climatique, de la pollution, de la construction de barrages, de l'interconnexion des rivières, de l'aquaculture et des activités industrielles incontrôlées. La pêche continentale doit être explicitement reconnue dans les cadres nationaux et internationaux, garantissant ainsi son inclusion dans les politiques.

Nous répondons à ces menaces en construisant une solidarité avec d'autres mouvements sociaux mondiaux par le biais du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP). Nous restons engagés à participer à des plateformes politiques multilatérales légitimes liées à l'alimentation et à l'agriculture où nous pouvons défendre nos droits et nos intérêts. Nous considérons la FAO et le CSA comme les agences des Nations Unies qui soutiennent la création et la mise en œuvre d'une gouvernance mondiale avec notre participation active. En particulier, nous soutenons les Directives sur la pêche artisanale, comme base pour guider tous les points discutés au sein du Comité des pêches de la FAO (COFI), tout en guidant en même temps la création de politiques publiques pour la pêche artisanale dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale. Nous considérons également le Conseil des droits de l'homme comme l'endroit où nous pourrions documenter la violation de nos droits collectifs en tant que pêcheurs et faire entendre notre voix par le biais de mécanismes spécifiques.

Nous ne restons pas assis à attendre la catastrophe. Nous luttons et nous continuerons de le faire. C'est pourquoi nous nous mobilisons au sein et au-delà du mouvement pour la souveraineté alimentaire, pour construire notre réponse aux niveaux mondial et local à travers le processus Nyéléni. Grâce à ce processus pluriannuel, nous espérons réunir des milliers d'organisations de base et d'autres alliés pour discuter et proposer un programme

fort de souveraineté alimentaire et de justice climatique, sociale, raciale et de genre pour les années à venir.

Partout, les coûts de production augmentent, les prix des denrées alimentaires baissent et nous avons de plus en plus de difficultés à accéder à nos mers. Nous avons besoin de politiques publiques dès maintenant pour continuer à faire ce que nous aimons faire. Nous ne pouvons plus attendre. Sinon, nous deviendrons tous un musée. Nous sommes nés dans la mer et nous voulons mourir dans la mer. Mais pour cela, nous avons besoin de mesures concrètes et nous devons agir maintenant.

« Nous sommes les océans, nous sommes les eaux, nous sommes le peuple ! »